

IDÉES

« La croissance est un facteur d'équité »

Le dernier livre de l'économiste franco-américain Yann Coatanlem fait écho à la nouvelle donne économique du président de la République. Le capitalisme contre les inégalités, ou comment conjuguer efficacité et équité répond mot pour mot à l'actuel « libérer - planifier » d'Emmanuel Macron.

De « libérer - protéger » lors de son premier quinquennat, Emmanuel Macron est passé à « libérer - planifier ». Cela signifie moins de libéralisme ?

« À titre personnel, j'aime bien le premier slogan. Libérer et protéger définit parfaitement le capitalisme. Si Emmanuel Macron corrige désormais le "protéger" en "planifier" cela se veut volontariste, en grande partie afin de tenir compte des problématiques qui ne peuvent plus être régulées par le marché. Clairement le climat c'est un problème, la construction d'une Europe nouvelle c'est un problème, les tensions géopolitiques actuelles c'est un problème. Tout



« Imposer de plus en plus de choses aux acteurs privés. Pourquoi pas ? Mais si on applique ça, on va se retrouver à Cuba. »

cela ne peut pas être régulé par le seul marché et les États doivent se fixer à très long terme un cap et s'y tenir. Le tout est effectivement de savoir comment se concrétise ce fameux "planifier". Si cela reste dans le bureau de François Bayrou [nommé à la tête du Haut-Commissariat au plan en 2020, Ndlr], j'ai bien peur que cela ne soit qu'un gadget. Je crois aujourd'hui que le rôle de l'État est essentiel. Il doit rester limité, mais il est essentiel. Il doit laisser la liberté d'entreprendre, mais dans un cadre permettant d'atteindre des objectifs imposés par les enjeux environnementaux et géopolitiques actuels. »

Le sous-titre de votre livre soulève une question : « Comment conjuguer équité et efficacité dans un monde instable ». Des éléments de réponses ?

« La réponse est double. L'équité (je préfère ce terme à celui d'égalité) constitue un vecteur de prospérité. Et inversement, la croissance économique est un facteur d'équité. Beaucoup de mes collègues économistes estiment que la lutte contre les inégalités se fait au détriment de la performance économique. Mais en fait non. Nous n'avons pas besoin d'arbitrer entre les deux. En tout cas, à long terme, il est tout à fait possible de les concilier. »

Concrètement, cela se traduit comment ?

« Il faut trouver le bon équilibre entre le laisser-faire et la législation. Et finalement cette recherche du juste milieu est au cœur des débats politiques d'aujourd'hui. D'un côté, on voit au sein des partis populistes, à droite comme à gauche, pointer l'idée d'imposer de plus en plus de choses aux acteurs privés : indexer les salaires sur l'inflation, plafonner les rémunérations des grands patrons... Pourquoi pas ? Mais si on applique cela, on va se retrouver à Cuba et plus dans un pays libre où les



Selon l'économiste Yann Coatanlem, les États et leur ministère de l'Économie (notre photo) doivent fixer un cadre aux marchés permettant d'atteindre les objectifs correspondant aux enjeux environnementaux, européens et géopolitiques. Photo Sipa/Franck LODI

[REDACTED]

Quelle est la solution alors

Propos recueillis par Boris IVANOFF

L'INFO EN +

■ Le capitalisme contre les inégalités

Après *Le Gouvernement des citoyens* (PUF2017), Yann Coatanlem signe *Le Capitalisme contre les inégalités*. Cet ouvrage de 500 pages, paru aux éditions PUF, retrace en sept chapitres l'histoire des inégalités et leur définition, les différentes mesures prises pour lutter contre, depuis le XVIII^e siècle, la dynamique du capitalisme considérée par l'auteur comme un vecteur contre les inégalités, les solutions concrètes et enfin des perspectives sur la société numérique de demain. Les préface et postface sont respectivement signées par les économistes François Bourguignon et Philippe Aghion.

Président d'un groupe de réflexions franco-américain

Yann Coatanlem est, entre autres, président du « think-tank » transatlantique club Praxis. Un groupe de réflexions franco-américain, dont les études et les rapports sont destinés aux décideurs des deux côtés de l'Atlantique.

Les « think-tank » regroupent des experts qui élaborent des propositions dans le domaine des politiques publiques et de l'économie. Il en existe plus de 10 000 dans le monde, aujourd'hui et ils ont connu un véritable essor au début des années 2000.

En France, parmi les « think-tank » les plus connus figurent la Fondation Nicolas Hulot (présidée par Alain Grandjean), Terra Nova (Lionel Zinsou) et l'Institut Montaigne (Henri de Castrie). Yann Coatanlem a, la semaine dernière, été l'invité de l'Institut Diderot - un autre « think-tank » présidé par le chef d'entreprise Jean-Claude Seys et le philosophe André Comte-Sponville. Si les « think-tank » sont des organismes privés, ils sont généralement financés par les ventes des livres ou les prestations de conseils de leurs membres et ne sont donc pas assujettis à des entreprises privées, comme le sont les sociétés de lobbying.

À SUIVRE

■ Redonner du sens au travail

La page économie du mardi 10 mai, sera consacrée au sens que l'on donne au travail et à l'intérêt que les salariés lui portent. Dans le cadre de la réforme des retraites et alors que plusieurs études montrent que les salariés sont de plus en plus en quête de sens, le sujet pose de nombreuses interrogations et soulève des enjeux qui sont aussi économiques.